

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 au 15 septembre 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle	2
Graphique de la semaine.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE	3
FINANCES PUBLIQUES	3
FISCALITE	4
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE	4
SANCTIONS.....	5
Actualités financières	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5
MARCHES FINANCIERS	5

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle

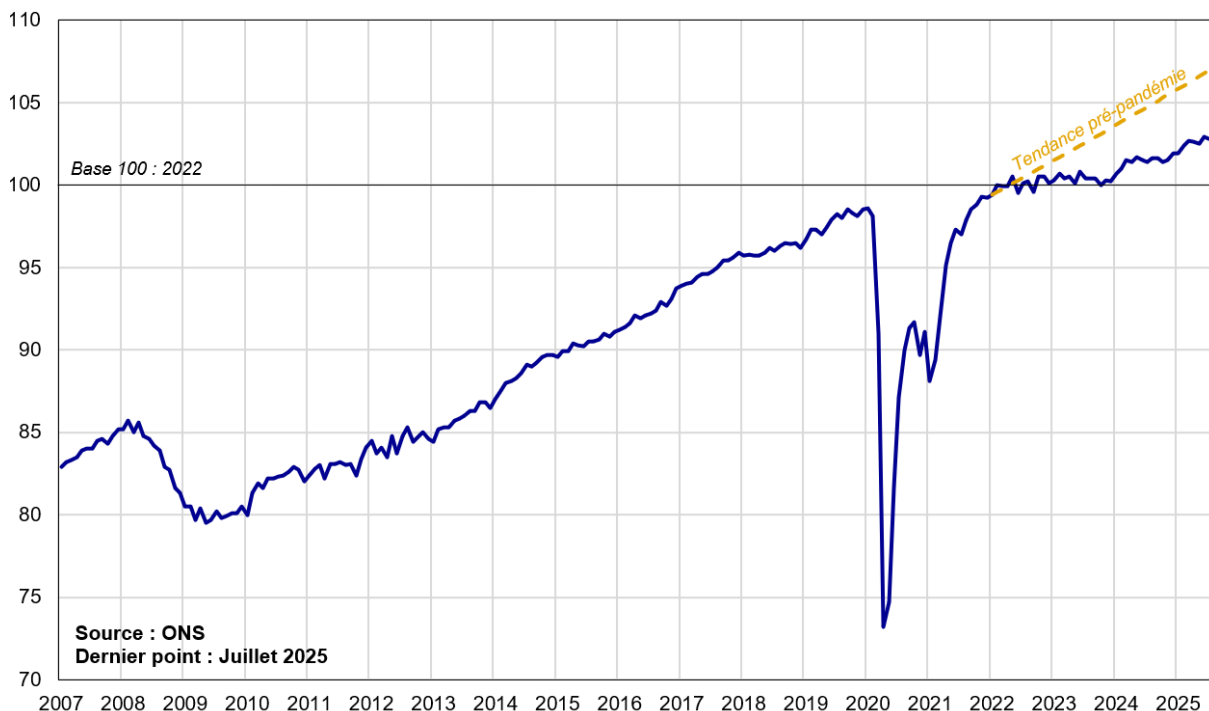
Selon l'**ONS**, le PIB britannique mensuel est resté stable en juillet ($-0,0\%$, après $+0,4\%$ en juin), en ligne avec les attentes des économistes. Ce chiffre illustre l'essoufflement de l'activité depuis le début de l'année et confirme un ralentissement de la croissance sur le trimestre glissant jusqu'à juillet ($+0,2\%$, après $+0,3\%$ le mois dernier), bien en deçà du rythme observé au premier trimestre ($+0,7\%$). La stagnation de juillet s'explique par une forte contraction du secteur industriel ($-0,9\%$ sur le mois), pénalisé par l'arrêt de l'« effet d'anticipation » des exportations vers les États-Unis avant l'instauration des droits de douane. À l'inverse, les services ont constitué le principal moteur de l'activité ($+0,1\%$), tandis que la construction a apporté une contribution marginalement positive grâce à son expansion mensuelle de $+0,2\%$. Les branches tournées vers la consommation des ménages (bars, restaurants, loisirs) ont cependant reculé ($-0,6\%$ sur trois mois), traduisant l'impact du ralentissement du revenu disponible. Notons que les taux de croissance mensuels peuvent être volatils, peuvent être fortement révisés *a posteriori* et doivent donc être lus avec précaution ; l'ONS insistera désormais plutôt sur les évolutions en trimestre glissant plutôt que sur les taux mensuels (voir rubrique *Conjoncture*).

LE CHIFFRE À RETENIR

$-0,0\%$

Graphique de la semaine

Evolution mensuelle du PIB britannique (2007-2025)



En bref

- Sur la semaine, la livre sterling s'apprécie légèrement par rapport à l'euro et atteint 1,1567 € (+0,1 %). La livre s'apprécie davantage contre le dollar américain et atteint 1,3608 \$ (+0,7 %).
- Les rendements obligataires sont stables sur la semaine. Au 15 septembre, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,64 % (+2 pdb), quand le *gilt* à 30 ans atteint 5,47 % (-1 pdb).
- La chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves se dote d'une [conseillère](#) à titre bénévole en charge des infrastructures, l'avocate de la construction Catherine Howard.
- Le gouvernement a réuni deux [tables rondes](#) avec les banques pour faciliter l'accès des ménages à la propriété immobilière.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les épargnants britanniques [détiennent](#) plus de 614 Md£ en liquidités excédentaires, offrant un potentiel d'investissement important. Selon Barclays, cette « réserve » d'épargne à vue a augmenté de près d'un tiers depuis 2022. Environ 15 millions d'adultes détiennent désormais plus de six mois de revenus en liquide, mettant en lumière le défi du gouvernement pour orienter cet argent vers des placements productifs, alors que la hausse des taux d'intérêt depuis fin 2021 rend les produits d'épargne plus attractifs. Les réformes envisagées incluent la promotion de l'investissement en bourse et l'accompagnement des épargnants vers des produits à rendement plus élevé. Cette masse de liquidités pourrait soutenir la croissance économique et dynamiser le marché financier britannique, qui a souffert ces dernières années de la préférence des fonds pour les actifs étrangers. Toutefois, convaincre les particuliers de transférer leur argent en investissement reste un défi, face à la prudence des ménages et aux préoccupations des associations de consommateurs.

L'Office for National Statistics (ONS) [revient](#) à la présentation trimestrielle de la croissance du PIB, compte tenu de la volatilité des chiffres mensuels. Introduit en 2018, le PIB mensuel était censé fournir un signal rapide sur l'évolution de l'économie britannique, mais il s'est avéré souvent trop volatil et sujet à des révisions importantes. Face aux retours des analystes utilisant ces données, et à une réévaluation interne, [l'ONS](#) privilégie désormais la mesure du PIB en « trimestre glissant » dans ses bulletins, tout en continuant à publier les données mensuelles à titre indicatif. Cette décision vise à offrir une vision plus fiable des tendances économiques, bien que certains événements ponctuels puissent encore les influencer. Les graphiques supplémentaires introduits permettront de mieux suivre l'évolution des différentes composantes du PIB. Pour les médias et le grand public, l'impact réel sera limité, mais cette réorientation marque un retour à la méthodologie pré-Covid et une tentative de réduire l'attention excessive portée à la volatilité mensuelle.

Finances publiques

Le Premier ministre, Keir Starmer, [renforce](#) son contrôle sur la politique économique avec la création d'un « *budget board* » pour préparer le *budget* de novembre. Ce comité, réunissant ministres, hauts fonctionnaires et personnalités du monde des

affaires, se réunira chaque semaine afin de coordonner des mesures pro-croissance et de maintenir de bonnes relations avec les entreprises, après les tensions créées par le premier *budget* d'automne de la chancelière Rachel Reeves. Co-présidé par la conseillère économique du premier ministre Minouche Shafik et le ministre Torsten Bell, le groupe inclut des voix clés du monde des affaires, avec pour objectif d'éviter une nouvelle fracture avec le secteur privé. Le panel se concentrera sur des projets d'investissement et d'infrastructure, tout en assurant une meilleure gestion médiatique du *budget*. Keir Starmer a insisté sur la réduction des régulateurs et des fonctionnaires pour soutenir la croissance. Le gouvernement affirme vouloir construire « une économie qui fonctionne pour les travailleurs » tout en rassurant les investisseurs sur sa stratégie économique.

Le PDG de Barclays [appelle](#) le gouvernement britannique à limiter les hausses des salaires dans la fonction publique et à éviter les hausses d'impôts pour les banques. CS Venkatakrishnan a mis en garde contre les pressions existantes sur les dépenses publiques, soulignant en particulier que la croissance annuelle des salaires dans le secteur public (+ 5,7 %) dépasse la moyenne du secteur privé et contribue à l'inflation salariale. Il a également averti que taxer davantage les banques pourrait freiner la croissance et nuire à la compétitivité du secteur financier britannique, alors que selon lui les banques sont déjà fortement imposées au Royaume-Uni (citant une imposition totale de 46 % contre 28 % aux États-Unis et entre 29 et 39 % dans l'UE). Ses propos ont suscité des réactions négatives des syndicats. CS Venkatakrishnan a toutefois salué certaines réformes réglementaires et a encouragé le gouvernement à réfléchir soigneusement aux choix budgétaires pour favoriser la croissance, tout en critiquant les propositions de réforme sur le *ringfencing*.

Fiscalité

Les pertes fiscales dues aux pratiques de « phoenixing » [explosent](#), mettant en exergue les défis de l'administration fiscale pour collecter l'impôt. Selon le dernier rapport annuel de l'administration fiscale britannique, HMRC a perdu 836 M£ en 2022-23 à cause de sociétés liquidées puis recrées pour éviter le paiement de taxes (+45 % par rapport à la dernière estimation). Cette pratique, dite « phénixisme », qui touche surtout les petites entreprises du secteur du commerce et de la distribution, représente désormais plus d'un cinquième des pertes fiscales totales de 3,8 M£ cette année-là (*les pertes fiscales correspondent aux recettes dues à HMRC mais non collectées*). L'agence met en avant des retards liés à la pandémie dans les déclarations d'insolvabilité comme facteur aggravant. Pour lutter contre ce phénomène, le gouvernement a lancé une campagne conjointe entre HMRC, *Companies House* et l'*Insolvency Service*, incluant des exigences de paiement anticipé, des sanctions renforcées et la responsabilité accrue des dirigeants d'entreprise. Les autorités espèrent ainsi réduire les fraudes délibérées et améliorer le recouvrement fiscal.

Actualités commerce et investissement

Commerce

La visite d'État de D. Trump au Royaume-Uni du 17 au 18 septembre devrait être l'occasion de poursuivre la discussion sur la mise en œuvre de l'*Economic Prosperity Deal* (EPD) conclu le 8 mai. Les discussions sur une baisse supplémentaire des droits de douanes appliqués sur les exportations britanniques [d'acier](#) (25 % actuellement)

ont en effet repris début septembre. L'EPD permet en effet une réduction de ces droits pour une mise en œuvre du tarif de la clause de la nation la plus favorisée, conditionnée à un alignement sur les mesures américaines de sécurité économique, mais cette disposition n'est pas encore opérationnelle. Par ailleurs, le gouvernement britannique espère conclure les discussions sur une réduction de droits sur le secteur pharmaceutique qui représente le deuxième secteur d'exportations britanniques de biens vers les Etats-Unis. Enfin, une exemption de droits de douane pour le [whisky](#) écossais (10% actuellement) serait en cours de discussion, comme le témoigne la rencontre entre D. Trump et le Premier ministre écossais John Swinney la semaine dernière. Par ailleurs la visite d'État pourrait être l'occasion de conclure un « partenariat technologique » (cf. Brèves n°31 de la semaine des 2-8 septembre).

Le Secrétaire d'Etat chargé du Commerce Peter Kyle s'est rendu en Chine du 10 au 11 septembre dans le cadre de la [Joint Economic and Trade Commission](#) (JETCO) et de l'*Industrial Cooperation Dialogue* entre le Royaume-Uni et la Chine. Au cours de la visite, plusieurs enjeux ont été abordés, notamment en matière d'accès au marché permettant à des avancées estimées à plus d'1 Md£ (reconnaisances pour l'exportation de produits tels que la nourriture pour animaux domestiques, le homard, le matériel génétique porcin, etc.). En outre, cette réunion du JETCO a permis de renforcer la coopération institutionnelle britannico-chinoise à travers la signature de nouveaux *Memorandum of Understanding* pour la coopération sur les normes, le commerce des services, l'innovation dans la santé, la réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce et la défense commerciale. Peter Kyle s'était rendu quelques jours auparavant à Washington DC.

Sanctions

Le gouvernement britannique annonce de nouvelles sanctions économiques liées à la flotte fantôme et au secteur militaire russe. Les 100 nouvelles [sanctions](#) visent 30 entités et individus (notamment chinoises ou azéries), liés à la flotte fantôme transportant le pétrole russe et impliqué dans l'approvisionnement de composants militaires. L'annonce est concomitante d'un déplacement à Kiev de la ministre des affaires étrangères Yvette Cooper.

Actualités financières

Réglementation financière

La Prudential Regulation Authority (PRA) ouvre une consultation sur des modifications du régime applicable aux succursales d'assurances de pays tiers. Cette [consultation](#) intervient après de premières réformes en 2024 lors de la revue du régime Solvency II. La PRA propose, entre autres, de relever le seuil auquel les assurances doivent créer une filiale plutôt qu'une succursale (à 600 M£ sous responsabilité au lieu de 500M£), et d'amender le rythme du reporting requis pour les succursales. La consultation court

Marchés financiers

Rachel Reeves se déclare en faveur d'un projet de schéma inspiré de l'initiative Tibi pour le financement des entreprises non cotées en forte croissance. Lors de la conférence annuelle de la *British Private Equity & Venture Capital Association*, la [chancelière de l'Échiquier](#) s'est déclarée en faveur d'une proposition portée par [BVCA](#), dite NOVA (*New Opportunities for Venture and Growth Acceleration*). Citant explicitement la France et son [initiative Tibi](#) en source d'inspiration, la proposition NOVA vise à faciliter la mobilisation des capitaux des investisseurs institutionnels (notamment les fonds de pension britanniques) en direction des entreprises non

cotées en forte croissance, permettant à ces dernières d'accéder à des financements, et aux fonds de pension de diversifier leur portefeuille.

En amont de la visite d'État de Donald Trump au Royaume-Uni, le gouvernement britannique [communiqué](#) sur des annonces d'investissements bilatéraux dans le secteur financier, avec 1,25 Md£ de nouveaux investissements américains au Royaume-Uni et 1800 emplois créés. Bank of America crée un bureau (avec 1000 emplois) à Belfast ; Blackrock ouvre un bureau à Édimbourg (avec 600 emplois) qui devrait être l'un des 5 principaux bureaux du groupe dans le monde ; S&P Global crée 200 emplois à Manchester ; la fintech Broadridge installe son siège international à Londres. En outre, Citi Group annonce investir 1,1 Md£ au Royaume-Uni, PayPal 150 M£. En sens inverse, des investissements du secteur financier britannique aux États-Unis sont également annoncés, notamment dans la FinTech. Barclays agrandit ses bureaux à New York (et espère doubler en 10 ans ses activités de financement aux États-Unis) ; la néo-banque OakNorth prévoit d'investir 5 Md£ en 3 ans aux États-Unis après avoir reçu l'autorisation de créer un bureau à New York ; Revolut veut y investir 500 M£ en 3-5 ans ; Wise triple la taille de son bureau à Austin.

Six mois après sa création, le *Transition Finance Council* publie ses premiers travaux.

Le *Transition Finance Council* a été lancé en février 2025 par le gouvernement et la *City of London Corporation* ; présidé par Alok Sharma (ancien ministre et président de la COP26), il réunit environ 80 acteurs du secteur financier, entreprises non-financières et organisations non gouvernementales. Outre son [rapport de mi-année](#) (qui fait le point sur les progrès réalisés par les autorités et le secteur financier lui-même), le *Transition Finance Council* publie également un [guide pratique](#) pour intégrer les plans de transition sectoriels avec les plans financiers (en amont d'un *Sector Transition Plan Guidance* attendu en octobre).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr